

<http://www.snetap-fsu.fr/Centre-boycott-du-CREA-31-janvier.html>



Région Centre : boycott du CREA

- En Région -

Date de mise en ligne : mardi 31 janvier 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

DECLARATION PREALABLE AU COMITE REGIONAL DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE CENTRE DU 31 JANVIER 2012

Après un premier mouvement de boycott des instances régionales de l'Enseignement Agricole par un certain nombre d'organisations représentatives du Public comme du Privé temps plein (représentants des personnels, de parents d'élèves et de professionnels) en fin d'année civile, **les membres du CREA du Centre, signataires de la présente déclaration, sont au regret d'annoncer qu'en l'état ils ne siégeront pas ce jour.**

Ainsi, après le boycott du Conseil National de l'Enseignement Agricole ([CNEA](#)) en novembre dernier, les organisations syndicales avaient pensé qu'un tel événement (unique dans l'histoire de l'enseignement agricole) conduirait le Ministre à s'exprimer pour répondre aux inquiétudes des personnels.

Or il n'en est rien, à ce silence étant venues s'ajouter depuis diverses provocations : de nouveaux coups de rabot au budget de l'enseignement agricole (en août, puis en novembre), en plus de la suppression de 269 emplois d'enseignants, dont 168 pour l'Enseignement Agricole Public et 101 pour l'enseignement agricole privé temps plein (90 [CNEAP](#), 9 [UNREP](#) et 2 établissements non affiliés), , un projet de réforme de l'évaluation des enseignants dénaturant le métier, et des propositions indigestes en matière de dé-précarisation.

Aussi, nous, représentants mandatés du CREA du Centre, persistons dans la dénonciation des conséquences désastreuses de ce budget qui entérine la dégradation de notre système de formation, conséquences :

- sur des établissements agricoles aujourd'hui grandement fragilisés, après l'antenne rurale de Vailly sacrifiée il n'y a pas si longtemps sur l'autel de cet assèchement programmé...
- sur des personnels écœurés d'une part de voir les projets d'évolution de structures, année après année, rejetés, sans perspective et sans vision quant au pilotage régional du système, et qui subissent d'autre part une dégradation continue de leurs conditions de travail (le tribut est ainsi particulièrement lourd pour nombre d'agents administratifs, avec des incidences sur leur santé),
- sur des usagers et des professionnels enfin, qui restent interdits devant un tel gâchis (élèves refusés du fait de plafonnements imposés, y compris dans le cadre d'un redoublement, familles amenées à se positionner sur des propositions de parcours mixés, entre différents types d'apprenants au sein d'une même classe, sur plusieurs établissements parfois à plus de 50km de distance les uns des autres faute de moyens pour ouvrir des filières complètes...).

Et pour mesurer en quoi, les éléments de détérioration précédemment décrits ne sont ni pures vues de l'esprit, ni un mauvais épisode dont on se réveillerait en sursaut, il suffit de prendre acte des documents préparatoires à cette instance et qui nous sont soumis pour avis.

Que constatons-nous ?

Une difficulté majeure pour l'autorité académique à assurer la rentrée prochaine ; sa seule ambition : maintenir l'existant (poursuite d'études des élèves en cours de cycle, sur fond de déploiement de la réforme de la voie professionnelle, maintien des options facultatives afin de ne pas casser définitivement le potentiel d'appel de nos classes entrantes...).

Dès lors, avec une nouvelle chronique de rejet annoncé de l'ensemble des éléments propres à garantir la pérennité de nos structures au moins à moyen terme (ouvertures de classes comme de sections), **nous ne donnons guère de crédit au nouveau Projet Régional de l'Enseignement Agricole inscrit ce jour à l'ordre du jour.**

Comment rendre ce projet opérationnel si, au départ, on n'a pas de fait les moyens de sa mise en œuvre ?

Région Centre : boycott du CREA

Nous réitérons donc la demande que les questions liées à l'Enseignement Agricole soient à nouveau dignes d'être entendues et abordées par le Ministre de l'Agriculture en charge de cette fonction.

Par ailleurs, **nous nous associerons et contribuerons bien entendu à tout projet régional à condition qu'il n'acte pas la désespérance actuelle, mais redonne de véritables perspectives à nos établissements agricoles**, à rebours donc des modes de gestion imposés au système depuis trop longtemps maintenant et qui ne conduisent qu'à sa lente mais certaine dégradation.

